

LA LETTRE D' EUROPARTENAIRES

Numéro 31 — Mai 2018

L'EDITORIAL

Les élections italiennes sont un nouveau signal d'alarme. Dans l'Union européenne, la montée des partis populistes, antieuropéens et xénophobes se poursuit, leur électorat s'élargit et leurs idéologies contaminent le débat politique. Un thème leur est commun : non à l'immigration !

Depuis 2013, en Europe centrale et orientale, les frontières se ferment aux réfugiés. En juin 2016, au Royaume-Uni, le Brexit était majoritaire. En 2017, en France, en dépit du talent d'Emmanuel Macron et du soutien que lui ont apporté les partis républicains, le Front national a séduit près de 34 % des électeurs au second tour des élections présidentielles. En Allemagne, pour la première fois, l'AFD est entrée au Bundestag avec 92 députés.

La question migratoire sera un thème central des élections européennes en 2019. Notre devoir d'Européens, attachés aux valeurs qui nous unissent, inscrites au préambule du traité de l'Union européenne, nous commande de ne pas esquiver ce débat.

Europarténaires, avec EuropaNova, organisera le 14 septembre à Paris une rencontre où d'éminents acteurs politiques, économiques, sociaux, des experts et associations reconnus, débattront de la question migratoire et des réponses européennes. Ce colloque se situera dans le cadre des consultations citoyennes proposées par le président de la République et acceptées par 27 États membres. Nous inscrirons aussi dans ce cadre le colloque qu'Europarténaires organise chaque année avec la fondation Friedrich Ebert et qui sera consacré à la jeunesse, le 18 septembre.



En 2019 nous célébrerons les 25 ans d'Europarténaires. Nous espérons, en tant que co-présidents de cette association, que cet anniversaire coïncidera avec le renouveau de l'Europe.

Europarténaires, avec ses modestes moyens, mais fort du soutien constant, depuis 1994, des responsables français et européens, a, plus que jamais, la volonté de contribuer à redonner du sens à l'Union européenne et à faire vivre l'idéal européen dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Élisabeth Guigou et Jean-Noël Jeanneney
Présidente fondatrice Président

SOMMAIRE

page 2
Entretien avec
Philippe Etienne



page 3
Entretien avec
Enrico Letta



page 4
Vue de
l'association



TEMPS FORTS EUROPÉENS



Quelle est votre Europe ? @ConsultationsFR · 17 avr.
Pour faire vivre le débat européen ▶ Participez aux Consultations Citoyennes sur l'Europe ! #quelleestvotreeurope

Les consultations citoyennes, démarche consistant à sonder les citoyens pour décider des refondations à venir de l'Europe, sont l'un des grands chantiers européens du président de la République. À la suite du dépôt d'un rapport d'information de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale en décembre dernier sur les conventions démocratiques de

refondation de l'Europe, s'est formé un comité d'orientation piloté par la Ministre chargée des affaires européennes Nathalie Loiseau et dont est membre Élisabeth Guigou. Parallèlement, tous les États membres à l'exception du Royaume-Uni ont accepté d'organiser des consultations citoyennes lors de la réunion informelle des Chefs d'État du 23 février. Le 17 avril l'initiative a été officiellement lancée en France par le Président à Epinal, suite à son intervention à Strasbourg devant les parlementaires européens. Europarténaires prendra part activement à la tenue de ces consultations citoyennes.

ENTRETIEN AVEC PHILIPPE ETIENNE

Conseiller diplomatique, sherpa G7 et G20 auprès du président de la République

Philippe Etienne a été représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne et ambassadeur de France en Allemagne.

Philippe Etienne lors du 58^e Cercle d'Europartenaires
à l'Ambassade d'Allemagne - Décembre 2017



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE SEMBLE INCARNER UNE NOUVELLE FIGURE DE LEADER EUROPÉEN. COMMENT EST-IL PARVENU À REDYNAMISER LE DÉBAT AUTOUR DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ?

Le Président Macron a fait une campagne pro-européenne, là où ces dernières années le principal discours porté sur l'Europe était un discours anti-européen. Le soir de son élection, partout en Europe, un mot revenait : le mot soulagement, mais le soulagement ne suffit pas s'il ne conduit pas à un nouvel élan, un nouveau projet tel que le nouveau Président de la République l'a proposé. Le Président Macron a inscrit au centre de son projet l'idée qu'il fallait recréer de l'adhésion populaire à travers, des consultations citoyennes dans tous les pays qui l'accepteraient, pour que les vrais sujets de l'avenir de l'Europe ne soient pas limités au cénacle des experts et des hommes politiques. Le débat sur l'Europe est essentiel, il ne faut pas se limiter à la réponse aux crises mais présenter une vision, s'inscrire dans le court terme, mais également dans le moyen terme. Le Président a répondu à une attente des citoyens d'un projet sur l'Europe, et surtout un projet positif qui soit porté. Bien sûr ce serait une erreur de présenter la France comme le seul lieu d'où l'on parle positivement de l'évolution de l'Europe. Il y a beaucoup d'autres sources positives dans ce débat : le discours sur l'État de l'Union, deux semaines avant celui du Président de la République à la Sorbonne, ou d'autres contributions nationales, comme celle du Premier ministre suédois, du Premier ministre portugais.

LE DÉBAT SUR L'EUROPE EST ESSENTIEL, IL NE FAUT PAS SE LIMITER À LA RÉPONSE AUX CRISES

PEUT-ON JUSTEMENT DÉJÀ PARLER DE RÉALISATIONS CONCRÈTES DEPUIS LE DÉBUT DU QUINQUENNAT AU NIVEAU EUROPÉEN ?

Le premier temps dans la politique européenne définie par le Président de la République a été la visite qu'il a faite à Berlin à la Chancellerie le lendemain de son entrée en fonction, avec la définition d'un certain nombre de priorités que nous avons résumé par la formule, Europe qui protège. Et notamment la révision de la directive sur les travailleurs détachés, présentée à juste titre comme une volonté de mettre fin à des abus, qui contribuent au dumping social. La négociation a permis un dialogue franc et productif avec les pays de l'Europe centrale et a permis un débat plus large et essentiel, sur la convergence entre nos pays. Cette convergence est l'une des clefs du succès et de l'acceptabilité de l'intégration européenne. Europe qui protège se retrouve également dans la politique commerciale et la politique climatique, deux thèmes très souvent abordés par le Président français avec son collègue américain. Emmanuel Macron a défendu le système commercial multilatéral et l'ordre multilatéral en général. Il a aussi, depuis qu'il a été élu, plaidé pour une concurrence loyale entre les entreprises européennes et leurs partenaires mondiaux dans le cadre de règles multilatérales. Nous avons travaillé à améliorer nos outils de défense commerciale.

Enfin, dans cet agenda, nous avons fait aboutir le projet de coopération structurée permanente. Nous avons porté, avec l'Allemagne puis l'Italie et l'Espagne, une vision à la fois inclusive et un niveau élevé d'exigence pour définir les critères d'entrée dans cette coopération. Parallèlement, la Commission a fait une proposition révolutionnaire puisqu'elle a proposé de créer un Fonds européen de défense et un programme de développement des investissements dans l'Europe de la défense, permettant de financer des dépenses de défense pour la première fois sur fonds communautaires.

À PLUS LONG TERME, QUELLE EST LA VISION FRANÇAISE DE L'EUROPE DANS LE MONDE ?

Le Président de la République a fait aussi des propositions de plus long terme pour la refondation européenne, lors de son discours à la Sorbonne le 26 septembre en mettant en avant les notions de souveraineté, d'unité et de démocratie. Dans le domaine de la sécurité, le Président de la République propose un projet d'échanges dans le domaine opérationnel, entre nos armées afin de préparer en amont des décisions communes d'intervention. S'agissant de l'immigration, de l'asile et des frontières, une échéance de court terme est l'adoption d'une nouvelle série de législations en matière d'asile et de frontières extérieures. Les choses doivent être organisées d'une manière telle que ceux qui ont vraiment besoin de la protection la reçoivent, et que le retour des immigrés illégaux soit mieux organisé. À moyen terme, il faudra aller vers une harmonisation encore plus poussée de l'asile et une police européenne des frontières extérieures. Un autre domaine est la politique vis-à-vis de l'Afrique et de la Méditerranée. Le Président de la République a exposé sa politique avec l'Afrique lors de son voyage à Ouagadougou en novembre dernier. Il a appelé les Européens à formuler un projet ambitieux pour nos relations avec l'Afrique à l'échéance de 2024.

ET AU NIVEAU DE LA POLITIQUE INTÉRIEURE, PEUT-ON CONCILIER LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE AVEC UNE AMBITION SOCIALE ?

L'union économique et monétaire reste le cœur et le moteur de l'intégration. Les propositions du Président de la République s'inscrivent dans un schéma par étapes qui pourra mener notamment à un budget de la zone euro, avec une fonction de stabilisation et une capacité d'investissement, et qui pourrait bénéficier d'une ressource propre. Ce cadre-là nécessiterait un certain nombre d'innovations institutionnelles, dont la création d'un ministre des finances de la zone euro. À plus court terme, l'achèvement de l'union bancaire suppose un renforcement du mécanisme européen de stabilité. Le Président a aussi proposé de travailler dans le domaine de l'éducation et de la culture pour instituer des repères d'unité et de solidarité. Le Conseil européen a adopté en décembre dernier des conclusions qui reprennent certaines de ses propositions, comme la création d'universités européennes ou l'élargissement d'Erasmus aux apprentis. Cela est de nature à donner aux Européens l'impression d'un véritable espace où ils peuvent travailler et se développer ensemble.

ENTRETIEN AVEC ENRICO LETTA

Doyen de la Paris School of International Affairs (PSIA) à Sciences-Po

Enrico Letta est actuellement Doyen de la PSIA et Président de l'Institut Jacques Delors. Il a été Président du Conseil des ministres italien.

Enrico Letta lors du 59^e Cercle d'Europartenaires à l'Ambassade d'Espagne - Février 2018



VOUS AFFIRMEZ DANS VOTRE LIVRE «FAIRE L'EUROPE DANS UN MONDE DE BRUTES»¹ QUE L'ANNÉE 2018 SERA CRUCIALE POUR LE FUTUR DE L'UNION EUROPÉENNE. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CETTE OBLIGATION D'URGENCE ?

Comprendre les enjeux derrière cette année 2018 implique tout d'abord de comprendre ce qui attend l'Union européenne en 2019. En effet, l'année 2019 sera assez unique pour une raison très simple : pour la première fois depuis sa création, toutes les institutions européennes vont changer de leader simultanément. Le Conseil, la Commission européenne et le Parlement européen subiront d'importants changements en passant sous le contrôle d'un nouveau président. De même, on peut s'attendre à un « après-Mario Draghi » à la Banque centrale européenne. Pour être franc, lorsque les leaders ont unanimement choisi de nommer Mario Draghi à la tête de cette institution bancaire, je pense pouvoir dire qu'ils ont pris une décision majeure pour sauver l'Europe. Le choix du nouveau président sera dès lors très important. Cette année 2019 sera donc focalisée sur les aspects politiques du changement en Europe. Il me paraît difficilement concevable — pour ne pas dire impossible — que de grandes réformes soient lancées puisque l'agenda politique sera accaparé par ces changements. En conséquence, nous devons anticiper ces événements et agir dès maintenant. Je cite ce point : 2018, politiquement, est à l'heure actuelle et de mon point de vue, sous-estimée. Ce qu'il se passera dans les prochains mois en Allemagne et en Italie sera crucial pour pouvoir avancer politiquement.

2018, POLITIQUEMENT, EST À L'HEURE ACTUELLE ET DE MON POINT DE VUE, SOUS-ESTIMÉE

C'EST DONC CETTE ANNÉE QUE L'EUROPE DOIT S'AFFIRMER COMME PORTEUSE D'UNE CERTAINE IDENTITÉ ... ?

Aujourd'hui, l'Europe est mise en cause par ceux qui pensent qu'au final le retour du nationalisme l'emportera. Dans le contexte actuel, qui est celui des mobilités, des interconnexions, il me paraît malaisé d'affirmer que l'identité est simplement nationale. Au contraire, nous nous construisons sur de multiples identités. L'Europe est déjà porteuse de cette idée de métissage et n'a plus rien à voir avec l'image poussiéreuse et un peu ancienne qu'on lui donne. J'é mets ici toutefois une réserve, à savoir que l'Europe doit se « débruxelliser » afin qu'on mette de côté l'image d'une Union qui tend à effacer les identités nationales. Je préfère nettement la vision Delorienne de l'Europe comme une fédération d'États-nations et je pense qu'il faut considérer cette idée d'identité comme un point central de l'intégration européenne.

EN PRÉVISION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019, LE PARLEMENT EUROPÉEN A REJETÉ LE 7 FÉVRIER L'IDÉE DES LISTES TRANSNATIONALES.

ALORS QU'EN 2014 DANS LA MAJORITÉ DES ÉTATS, L'ABSTENTION A ÉTÉ SUPÉRIEURE À LA PARTICIPATION, COMMENT RAPPROCHER LES CITOYENS DE CES ÉLECTIONS ?

C'est vrai, il y a un réel problème de relation entre le citoyen européen, son vote et ce qu'il se passe en Europe. De nombreux citoyens ne parviennent pas à saisir les enjeux européens derrière ces élections et les assimilent à un scrutin de second ordre et sans enjeu réel. Certains y voient une façon de sanctionner leur propre gouvernement national en place. À l'inverse, le second tour de la présidentielle française ne concernait pas uniquement les citoyens français, mais également tous les citoyens européens bien que ces derniers n'aient pas eu le droit de vote pour ce scrutin. Je veux donc dire par là que la démocratie a besoin d'évoluer. À ce titre, l'objectif des listes transnationales était de créer un débat politique européen où chacun se sent représenté et d'avoir un réel enjeu électoral européen. Il s'agissait d'avoir un scrutin qui permettait à chaque citoyen européen de répondre à la question : quel est le futur que je veux pour l'Europe ? Fût-elle plus unie, plus souverainiste, plus sociale, etc. Car s'il y a un enjeu aujourd'hui, c'est celui de replacer le citoyen au centre de la construction de l'Europe. Il faut donc valoriser le vote du citoyen et faire tout notre possible pour que celui-ci ait le sentiment que son vote est valorisé.

L'ÉDUCATION POURRAIT-ELLE ALORS ÊTRE UNE SOLUTION POSSIBLE POUR RÉCONCILIER CITOYENS EUROPÉENS ET DÉMOCRATIE EUROPÉENNE ?

Le président de la République française a fait un grand discours à la Sorbonne au cours duquel il a mis en avant les questions culturelle et identitaire, d'éducation et de pédagogie. Il faut en effet apprendre à parler de l'essentiel : pourquoi est-on ensemble ? On le fait pour des raisons qui ne sont pas seulement de valeurs, mais aussi par intérêt : ensemble on est plus forts. Les consultations citoyennes en seront, je l'espère, la preuve. Je vous parle également de culture et de pédagogie, car je pense que nous pouvons faire preuve d'encore plus d'engagements et de créativité au sein de l'Union européenne. Par exemple, j'ai toujours été en faveur des Erasmus des lycéens ou des jeunes étudiants dès 15 ans, et ce parmi toutes les couches de la société. Le programme Erasmus n'est-il pas l'incarnation de l'idéal de l'intégration européenne ? Et pourtant, « seuls » 3 millions de jeunes sur les 500 millions d'Européens que nous sommes ont bénéficié de cet incroyable programme. Cela représente au final une infime minorité de bénéficiaires. L'éducation peut tout à fait aider à réconcilier les citoyens européens et le projet européen, mais à condition d'améliorer le rayonnement et l'ouverture des programmes en la matière. Il faut faire en sorte que le décalage entre les people of anywhere et people of somewhere, pour reprendre l'expression de l'écrivain David Goodhart, s'arrête. L'Europe ne peut plus être perçue seulement comme l'instrument de ceux qui sont à l'aise avec la mondialisation. Or, trop de citoyens la considèrent comme un instrument de la globalisation, qui ne s'occupe pas des blessures de notre société liées à la mondialisation. On a donc besoin d'une véritable pédagogie européenne pour expliquer aux gens que les situations négatives liées à la mondialisation ne sont pas uniquement les conséquences de l'Union.

¹ Enrico Letta et Sébastien Maillard, *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, Fayard, 2017.

LES CERCLES D'EUROPARTENAIRES AVEC :

Philippe Etienne

Philippe Etienne a été l'invité d'honneur du 58^e Cercle d'Europartenaïres qui s'est tenu à la résidence de l'ambassadeur de l'Allemagne. Le débat a principalement porté sur la politique étrangère de l'Union européenne et le rôle de la France dans celle-ci.

Enrico Letta

Le 7 février, le Doyen de la Paris School of International Affairs (PSIA) à Sciences-Po a été notre invité à la résidence de l'ambassadeur d'Espagne, pour un petit-déjeuner débat. Enrico Letta a développé des pistes de réflexion pour relancer le projet européen.

Laurent Berger

Six mois après le Sommet social européen de Göteborg, S.E. Madame Veronika Wand-Danielsson, ambassadeur de Suède en France, a accueilli le 60^e Cercle d'Europartenaïres. Durant cette matinée, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, nous a fait part de ses propositions pour la construction d'un modèle social européen adapté aux mutations de nos sociétés.



Laurent Berger lors du 60^e Cercle d'Europartenaïres, aux côtés d'Élisabeth Guigou et de l'ambassadeur de Suède en France, Veronika Wand-Danielsson

QUE RETENIR DU DERNIER ENTRETIEN AVEC MICHEL DERDEVET :

Le 18 décembre, Michel Derdevet, secrétaire général d'Enedis, s'est exprimé à la Maison de l'Europe sur les enjeux énergétiques derrière la COP23.

- Les données climatiques restent critiques en dépit des mesures de l'accord de Paris, avec des conséquences graves. Les changements climatiques ont des impacts sur les productions agricoles, les vitesses de déplacement des espèces et sur les flux de population, notamment en Afrique où la sécheresse continue de provoquer de graves crises alimentaires.
- De nouveaux engagements ont été pris lors du One Planet Summit en décembre 2017 tels que la fin du financement pour l'exploration de pétrole et de gaz par la Banque mondiale ou la mise en place d'une coalition de fonds souverains incluant la France, le Koweït, les Émirats arabes unis, la Nouvelle-Zélande et la Norvège.
- Enedis favorise le raccordement des énergies renouvelables avec 350 000 sites de production décentralisés qui collectent toutes les énergies renouvelables territorialisées et décentralisées. La digitalisation du réseau et les smart grids sont aussi l'avenir de l'énergie, à condition qu'ils reposent sur une solidarité entre les territoires.

LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS D'EUROPARTENAIRES À NE PAS MANQUER :

Cycle de conférences avec EuropaNova

En prévision des élections européennes de 2019, nos deux associations vous proposent une série de conférences visant à enrichir le débat européen. La première conférence portant sur les élections allemandes et italiennes s'est tenue le 4 avril. La 2^e rencontre a posé la question de la transition énergétique en France et en Europe.

Entretien avec Hélène Miard-Delacroix

Le prochain Entretien d'Europartenaïres sera consacré à l'avenir politique de l'Allemagne. Hélène Miard-Delacroix, historienne germaniste, et professeure à Paris-Sorbonne, nous exposera les enjeux derrière la formation de la coalition gouvernementale dans une perspective européenne le 28 mai à la Représentation en France de la Commission européenne.

Colloque avec la Friedrich-Ebert-Stiftung

Suivant une tradition perpétuée depuis plusieurs années, Europartenaïres et la Fondation Friedrich-Ebert organiseront le 18 septembre prochain leur colloque annuel sur le thème : « Quel futur pour la jeunesse européenne : perspectives franco-allemandes » à l'Institut Goethe.

Colloque sur les migrations dans le cadre des consultations citoyennes

EuropaNova et Europartenaïres s'associent pour l'organisation d'un grand colloque « Migrations : quelles réponses de l'Europe ? ». Cette rencontre situera les migrations dans une perspective historique, exposera les termes actuels du débat en Europe et les solutions déjà engagées ou souhaitables.

Directeurs de la publication: Elisabeth Guigou, Jean-Noël Jeanneney
Directeur de la rédaction: Sophie Constant
Conception et coordination: Sophie Constant, Juliette Thiel
Conception graphique: Audrey Manlot

12 Cité Malesherbes
75009 Paris
secretariat@europartenaïres.net
www.europartenaïres.net